



DECLARATION LIMINAIRE COMITE TECHNIQUE DU 18 JUIN 2015

Monsieur le Président,

Concernant les restructurations ou plus exactement sur ce que vous nommez « les schémas d'adaptation des structures et du réseau départemental », pour la CGT Finances Publiques, nous ne voyons rien de fondamentalement nouveau. Ce sont les mêmes arguties qui nous sont resservies autour de l'amélioration du service rendu aux usagers, de l'amélioration des conditions de travail des agents ...

Derrière ces discours qui se veulent rassurants, se trouve l'idée d'une accélération de regroupements, de fusions et de fermetures de structures.

Du secteur public local et de proximité en passant par le calcul d'assiette, le recouvrement, les opérations de contrôle, il s'agit d'une offensive sans précédent menaçant toutes les missions de la DGFIP et les dernières annonces sur le prélèvement à la source s'y inscrivent pleinement.

Aucune mission, aucun service ne sont épargnés et ne seront épargnés. La démarche stratégique met en place une seconde phase de rationalisation : réduire encore massivement le nombre de trésoreries, rationaliser les SIP/SIE et regrouper les services fonciers et du cadastre à travers la mise en place de pôles.

Les conséquences néfastes sur la qualité du service rendu auprès des usagers, des élus et sur les conditions de travail des agents ne sont plus à démontrer.

Tous les services sont au bord de l'asphyxie. Les équipes de renfort ne suffisent pas, loin de là.

La seule réponse de la DGFIP répétée comme un leitmotiv est la démarche stratégique. Simplifier, restructurer, réorganiser seraient les maîtres mots du moment. Comme cela ne supporte aucune critique, aucun débat, les discussions au niveau national sont renvoyées en local où les plans de fermeture et de réorganisation sont imposés sèchement sans réelle possibilité d'intervention des personnels et de leurs organisations syndicales. Et quand parfois on leur demande leur avis, on n'en tient pas compte.

Les projets que vous nous présentez se résument en 2 points :

1 - vider les zones rurales de la présence de service de proximité de la DGFIP que représentent les trésoreries de proximité en transférant le recouvrement sur les SIP et en regroupant la partie municipale et la gestion des collectivités concernées sur d'autres trésoreries, en fermant les plus petites avec une pointe d'hypocrisie destinée à faire croire aux agents que la fermeture est la réponse à leurs difficultés et qu'en plus, ils en étaient demandeurs.

Remarquable quand on sait que c'est la Direction qui année après année à volontairement dégradé les services et les conditions de travail des agents pour préparer ses réformes en supprimant et en installant ... des vacances d'emplois !!!!!

La proximité, Monsieur le Président, ce n'est pas qu'une question de kilomètres, c'est aussi la connaissance de la population, du tissu économique, c'est aussi la possibilité de traiter les dossiers jusqu'au bout afin de répondre aux besoins des populations dans des communes rurales qui dans ce département ont aussi des personnes en grande détresse.

2 - Centraliser plus fortement le recouvrement sur les SIP, mais pas pour toutes les communes et sans lisibilité pour les contribuables.

Bref, on centralise sur quelques points névralgiques du département l'accueil de l'utilisateur en le priant surtout de ne pas revenir, en l'entassant dans des files d'attente de plus en plus longues, en dégradant la qualité de la réception, en restreignant les plages d'ouverture. Et en le priant de s'équiper d'internet s'il veut des réponses.

Le transfert du recouvrement dans les SIP de Joigny et Tonnerre qui sont déjà en difficulté, déjà débordés, va compliquer les choses, d'autant que vous n'annoncez pas concrètement le nombre d'agents transférés.

Vous mentionnez bien des ETP, mais rien de plus précis. Nous ne connaissons toujours pas les effectifs transférés...

Par exemple, la trésorerie de Tonnerre avec un sous-effectif de deux agents C, va avoir 46 budgets de transférés pour combien de renforts ??? Sans compter la caisse unique qu'elle va devoir assurer...

Que doit-on penser de votre déclaration dans l'Yonne Républicaine, déclaration confirmée hier devant les Maires : « pour ces échéances, je mettrai en place des permanences les jours précédents » ?? Comment arriverez-vous à tenir votre promesse ?? Une permanence ? où ? Dans les anciens locaux de la trésorerie ? Ubuesque !!! Avec quelles liaisons informatiques ?? On nage en plein délire...

Vous comprendrez bien, Monsieur le Président, que pour toutes ces raisons, la CGT Finances Publiques votera contre les fermetures imposées.